

# bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPÉISME

Rome - Octobre 1966

COORDONNÉ PAR DRAGAN

Directeur  
GIORGIO DI VACCIO

## LA CERTITUDE DU RETOUR

Le Xe Congrès de la Société Académique Roumaine se tiendra du 1er au 7 octobre 1966 à Salamanque. Thème du Congrès: « ROMANIDAD - HISPANIDAD - RUMANIDAD ».

Heureux choix que celui du Pays de Cervantes pour une réunion d'intellectuels roumains hors des frontières de leur patrie où les voies de l'esprit sont depuis plus de vingt ans orientées vers des horizons slaves ou même asiatiques. Et ce, contre la volonté d'un peuple latin fait pour les clairs pays d'Occident et non pour les steppes mongoles.

Nous disons que ce choix de la patrie de Cervantès a été particulièrement heureux, car en un sens Michel Cervantès de Saavedra a été un illustre prédécesseur de ces Roumains pèlerins qui luttent pour la liberté de l'esprit. Après avoir participé à la bataille de Lépante, à l'expédition de Corfou, au siège de Navarin, à l'occupation de Tunis et au combat de la Goletta, Cervantès était sur le point de retourner dans son pays quant, à la hauteur de Marseille, le 26 septembre 1575, son navire fut capturé par le pirate. Rais Dalì. Avec son frère Rodrigue, le grand Cervantès fut emmené comme esclave à Alger. Les chaînes aux pieds, humiliés et torturés, les frères Cervantès affrontèrent courageusement l'adversité et après cinq ans de dur esclavage et quatre tentatives de fuite, en 1580, après de dramatiques aventures, Cervantès put enfin revoir son Pays. Ce qui fut remarquable, durant cette longue captivité, ce fut cette certitude du « retour » qui n'abandonna jamais le créateur de Don Quichotte; une certitude inébranlable lui disait que tout finirait bien: trop juste était la cause pour laquelle il s'était battu à Lépante. (On sait qu'à Lépante, en 1571, les forces navales de l'Europe occidentale, bien qu'inférieures en nombre aux forces turques, battirent la flotte d'Ali Pacha marquant le triomphe de l'Europe chrétienne sur les incroyants).

Et pour en revenir aux congressistes roumains, animés de cette même croyance au retour qui soutenait Cervantès, rappelant que leur peuple a combattu la Russie communiste pendant la dernière guerre, nous espérons qu'ils le combattront cette fois avec succès sur le plan spirituel.

Sentinelles de la latinité aux frontières orientales de l'Europe, la Roumanie (dont la langue issue du latin, ressemble à l'espagnol et à l'italien et dont les origines remontent à la Rome de Trajan qui était, lui aussi, espagnol), la Roumanie, disions-nous, a toujours affronté au cours des siècles le choc des hordes asiatiques et elle a payé cher son désir invincible de respirer, non pas l'air de la Sibérie, mais celui de l'Atlantique et de la Méditerranée.

Du plus profond du coeur bonne chance aux pèlerins roumains de Salamanque.





ALCIDE DE GASPERI  
(1881 - 1954)

Plusieurs fois Président du Conseil des Ministres de la République italienne, il a été le premier président de l'Assemblée de la C.E.C.A.

## MOUVEMENT EUROPEEN

**Président,** Maurice Faure.

**Vice-Présidents:** Sir Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, Enzo DALLA CHIESA, Pierre WIGNY.

**Secrétaire Général:** Robert VAN SCHENDEL.

### CONSEIL INTERNATIONAL

**Membres:** Délégués des organisations adhérentes internationales et nationales.

### BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

André ALERS, Paul AUER, Sir EDWARD BEDDINGTON-BEHRENS, Baron BOEL, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Maurice FAURE, Lord GLADWYN, Etienne HIRSCH, John HYND, F. JOCKIN, Salvador DE MADARIAGA, René MAYER, J. H. C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Baron Friedrich Carl von OPPENHEIM, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Robert van SCHENDEL, André VOISIN, Vierre WIGNY, Terje WOLD, Alois ZIMMER.

### COMITE' FINANCIER:

**Président:** Baron Boël.

### CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

**Président:** Georges BOHY; **Vice-Présidents:** Dr Muhlis ETE, Maurice FAURE, John HYND, Bruno PITTERMANN, Natale SANTERO, Franz SEIDL, Etienne de la Vallée POUSSIN, Jean ZIGHDIS.

### COMMISSION DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

**Président:** Etienne de la Vallée POUSSIN.

### COMMISSION FEMININE

**Présidente:** Marcelle LAZARD.

### ORGANISATIONS NATIONALES ADHERENTES

**Conseils Nationaux:** Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie.

### ORGANISATIONS INTERNATIONALES ADHERENTES

Association Européenne des Enseignants . . . . .	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste . . . . .	HENRI BRUGMANS, Président du Comité Fédéral, et ANDRE' VOISIN, Président du Comité Exécutif
Conseil des Communes d'Europe . . . . .	HENRY CRAVATTE
Ligue Européenne de Coopération Economique . . . . .	BARON BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie . . . . .	THEO LEFEVRE
Gauche Européenne . . . . .	
Nouvelles Equipes Internationales . . . . .	
Union des Résistants pour une Europe Unie . . . . .	JEAN KREHER
Mouvement Fédéraliste Européen . . . . .	ETIENNE HIRSCH, Président du Comité Central, Président du Comité Exécutif et RAYMOND RIFFLET

### INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève) . . . . .	DENIS DE ROUGEMONT, directeur
Collège d'Europe (Bruges) . . . . .	HENRI BRUGMANS, recteur

### SECRETARIAT INTERNATIONAL

Avenue d'Auderghem, 57b, Bruxelles 4, tél. 35.01.94.

*Douze ans après la mort d'ALCIDE DE GASPERI*

# “Combattant exemplaire de la cause européenne”

Le 19 août a été célébré en Italie le douzième anniversaire de la mort d'Alcide de Gasperi, le grand homme d'Etat italien qui a tant fait pour son Pays et pour l'Europe. C'est en effet grâce à sa ténacité et à sa foi dans l'union européenne que l'on doit bonne partie des réalisations qui ont amené l'Europe des Six.

Après sa mort le chancelier Adenauer avait déclaré: « Nous avons tous à coeur l'avenir de l'Europe, nous perdons en lui le combattant exemplaire pour les idéaux communs ».

Quand on se reporte par la pensée aux dix années qui suivirent la guerre, quand on pense à ce qu'était, en particulier, l'Italie avec ses villes en ruine, ses voies ferrées détruites, quand on pense aux souffrances et aux dégâts que l'Europe avait eu à subir, on évalue le chemin parcouru et on constate que c'est grâce à des hommes comme De Gasperi, Robert Schuman et Konrad Adenauer que notre continent a pu se redresser et retrouver la foi dans son destin. Mais de ces trois grands, auxquels nous devons tant à divers titres, Alcide De Gasperi était peut-être, sentimentalement, le plus convaincu, le plus passionné: à la veille de sa mort, quand il croyait à la nécessité de la CED, c'est la voix brisée par l'émotion qu'il prononça ces paroles:

« ...Ou vous faites maintenant ce pas décisif, ou il faudra des dizaines d'années avant que l'union européenne ne soit réalisée. Et ce qui arrivera entre temps, Dieu seul le sait! Vous devez faire tout de suite l'Europe unie, pour le bien de notre Patrie et du monde entier! »

En comparant ce passé qui n'est pas si lointain, et le présent, après vingt ans d'un combat pour l'union de ce continent que De Gasperi aimait comme sa seconde, plus vaste patrie, on comprend quel respect est dû à ce grand caractère et à cette grande intelligence dont l'ardeur était capable de balayer tous les obstacles

En 1950 Alcide de Gasperi  
disait à Sorrente:

Voilà donc que nous pouvons apporter une contribution fondamentale à l'unification de l'Europe. Nous pouvons accepter un dirigisme modéré en Europe et même dans le monde entier, nous qui sommes pour une justice sociale tempérée par le souci de la liberté dans le système démocratique ».

« Nous pouvons penser en Européens; mais nous voulons insérer cette façon de penser dans la conception universelle du Christianisme. Si nous pouvons même dépasser les frontières des Eglises et de la Chrétienté c'est parce que notre vocation est universelle, comme la rédemption et comme notre espoir en la Providence qui régit le monde entier ».

« Il faut surmonter les barrières du passé au nom de l'avenir de l'Europe, au nom du salut commun ».

...« Quelle valeur aurait le sens substantiel de la civilisation, qui est l'application des principes évangéliques à la réalité sociale, si nous ne réussissions pas à rendre justice au pauvre, si nous autres catholiques n'appliquons pas la doctrine de l'Evangile? J'espère donc qu'au cours de vos réunions, outre les formules unificatrices des résolutions, vous aurez réaffirmé dans vos esprits qu'une seule chose est essentielle. Cette chose seule exige tous les sacrifices, cette chose seule exige les compromis personnels, familiaux et nationaux ».

# Toute l'Europe par tous les Européens

Nous publions ci-dessous comme nous l'avions annoncé dans notre dernier numéro quelques réflexions suggérées au fondateur de notre revue, Dr. Constantin Lragan, par les récentes rencontres de Bad-Godesberg où d'importantes personnalités européennes ont discuté de l'avenir de l'Europe. (v. Bulletin Européen n. 8-9)

Un troisième  
Etat continental ...

En tirant les conclusions de ces deux journées de Bad Godesberg, je voudrais insister, sur cette remarque, que les problèmes de politique internationale qui ont été abordés ont été envisagés *une fois de plus du point de vue de l'Etat national*.

Et je voudrais souligner qu'il nous faut, avant tout, *dépasser ce point de vue*, nous affranchir de cet état d'esprit, pour commencer — et c'est là notre but — à penser en tant qu'européens, appartenant au Mouvement Européen; en d'autres termes, en fonction d'une Europe unie, *état continental*, que nous devons réaliser le plus tôt possible, *troisième état continental* dont le monde a besoin pour que soit rétabli l'équilibre.

... par la  
récupération  
de l'Europe de l'Est

Quelle est la voie qui nous permettra d'y parvenir? Quant à moi, pour le moment je n'en vois pas d'autre que la *récupération des pays de l'Europe orientale*; mais cette récupération doit être opérée par nos propres moyens, indépendamment de tout intermédiaire qu'il s'appelle Amérique ou autrement.

... et par le  
commerce qui  
mène à la politique

Et les moyens? Nous l'avons vu, en premier lieu vient le commerce. Car le commerce mène à la politique. Il est inexact de dire, à mon avis, que le commerce est indépendant de la politique: tout au contraire, plus nous faisons de commerce et plus nous sommes appelés à confronter des problèmes politiques.

En 1968, le Marché Commun sera le seul organisme officiellement reconnu en mesure de traiter avec les autres Pays, directement ou indirectement; automatiquement, nous arriverons à coordonner notre attitude et notre action envers ces Pays; et contrairement à ce qui a été dit, il n'y a aucun danger que le COMECON puisse se réorganiser avec les Russes ou sans les Russes pour s'opposer à notre Marché Commun.

... tel le COMECON  
instrument de division  
politique  
et d'exploitation

Il ne faut pas oublier que le COMECON a été finalement, dans les mains des Russes, un instrument d'exploitation de leur part, et à leur profit, et qu'il est même devenu, sous leur instigation, un instrument de désunion et de division entre les nations qui en font partie et se détestent entre elles parce qu'elles ont voulu faire une « division du travail » assez burlesque. Elles ont commencé par dire: voilà, les roumains doivent rester pour l'éternité des agriculteurs! Même la transformation des produits agricoles en d'autres produits doit être effectuée par la Pologne et le Pays qui fournira toute les machines à cette zone économique sera la Tchécoslovaquie, tandis que la Hongrie sera chargée des produits chimiques, etc...

... à remplacer par une  
politique d'aide

On a élaboré en son temps le Point IV du Plan Truman pour aider les Pays en voie de développement et on se demande pourquoi on ne pourrait pas appliquer la même politique envers ces Pays qui, en fin de compte, sont aussi en voie de développement.

... Sans oublier le  
Tourisme, facteur de  
prosperité et de  
compréhension

Enfin un autre moyen qui doit nous permettre d'arriver à la création de l'Europe, troisième Etat continental, moyen peut-être moins spectaculaire, mais de grande importance économique et spirituelle, c'est le *développement du tourisme* qu'il faudrait tâcher de porter à son maximum. Le tourisme, en effet, apporte des dollars aux Pays qui en ont besoin et stimule le développement de la motorisation et du réseau routier. On nous a dit que l'argent manque à ces Pays pour le faire. C'est une erreur: ils ont de l'argent, mais ils le dépensent mal: pour entretenir une police excessive, une bureaucratie exaspérante ou préparer et appliquer des mesures aussi inutiles que vexantes qui sont du reste un attentat au droit des gens; ou encore pour envoyer de l'aide à Cuba et au Vietnam, sous la pression russe, par bonheur maintenant affaiblie à cause de la Chine!

Stratégie  
commune entre  
européens

Pour réaliser notre troisième Etat continental européen, nous avons indiqué la voie à suivre et les moyens adopter. Voyons maintenant *les modalités*. Il s'agit, à mon avis, tout d'abord d'élaborer entre nous *un plan de stratégie commune* quant au comportement que nous devons avoir vis-à-vis de tous ces Pays. En second lieu nous autres, européens, *devons traiter directement avec les Russes*. Le général de Gaulle nous a donné l'exemple. Nous devons traiter avec les Russes, au nom de l'Europe, pour discuter les questions d'Europe Orientale et d'Allemagne, sans accepter l'intervention d'intermédiaires plus ou moins qualifiés. Nous autres, européens, sommes les seuls qualifiés pour traiter nos intérêts et préciser nos droits.

Oublions  
pour l'instant,  
les querelles de frontières

Enfin je voudrais, pour conclure, ajouter une remarque personnelle: tâchons d'éviter les problèmes difficiles et pour le moment insolubles que représentent *les questions de frontières intérieures*. Les frontières intérieures, en Europe, entraînent des discussions



sur les frontières nationales et militaires; et admettre l'existence de ces frontières, c'est admettre la possibilité d'autres guerres entre nous, européens car elles impliquent la discussion de problèmes historiques ou sentimentaux insolubles dans l'état actuel des choses... et nous pourrions courir le risque d'avoir à changer la nationalité d'un de nos plus grands philosophes, Emmanuel Kant!

Envisageons la  
solution du problème  
allemand dans le  
cadre de l'Europe entière

Et, toujours à propos de frontières, il me semble que pour l'instant il faut oublier le problème allemand ou nous borner à tâcher de *le résoudre dans le cadre de la politique générale de l'Europe entière*. Parce que l'Europe que nous devons construire doit se fonder sur *les principes des nationalités et de l'autodétermination* pour lesquels des millions d'hommes sont morts dans la première guerre mondiale, et *non sur le principe de la « division du monde entre les grands »* qui a informé le traité de Jalta que nous devons rejeter.

C'est sur ces seuls principes que nous pourrions construire, *une paix vraie et une Europe véritable!*

J. C. D.

Le grand ADENAUER est toujours ...

# la voix de l'Europe

Les derniers événements asiatiques avaient laissé entrevoir un moment la possibilité d'une solution du conflit vietnamien. Bien qu'une issue semble toutefois encore assez éloignée, que les démentis fassent suite aux déclarations pacifistes des Chinois, que le Président Johnson tout à tour envisage puis refuse une rencontre avec le Président de Gaulle, éventuel intermédiaire; que Washington et Hanoï proclament avec insistance, chacun de son côté, qu'ils sont prêts à renoncer au conflit si l'adversaire en prend le premier l'initiative, il paraît désormais de plus en plus évident qu'une solution qui serait un soulagement pour tous ceux qui ne sont pas aujourd'hui directement concernés, mais pourraient l'être demain, serait le retrait des troupes américaines du Vietnam. C'était celle que le chancelier Adenauer avait conseillé au mois d'août dernier, dans une interview commentée par Ettore Petta, dans le quotidien italien « Corriere della Sera ».

## Le "choix erroné" des U. S. A.

Le dernier des Trois Grands Européistes qui ont été les artisans de l'union, Konrad Adenauer, (avec Alcide de Gasperi et Robert Schuman) est encore un militant actif et écouté. Au début du mois d'août dernier, il a âprement critiqué au cours d'une interview sensationnelle, le « choix erroné » des U.S.A. qui, pris entre leurs engagements en Europe et en Asie, ont donné la priorité à ces derniers. Le Chancelier a profité de la circonstance pour lancer un appel au Président Johnson, en l'incitant à changer sa ligne de conduite. Pariant sans détour, il a dit au sujet de la politique de Washington en Asie sud-orientale: « Il serait insensé de persévérer sur un chemin qui n'est pas le bon, quand on s'aperçoit que l'on s'est trompé de route... » dans ce cas, a-t-il ajouté: «...la sagesse est de changer de direction».

Ce n'est pas la première fois que le Chancelier désapprouve la politique des Etats-Unis, mais il n'avait jamais formulé ses critiques aussi ouvertement, ni déclaré aussi explicitement qu'il considérait l'action américaine en Asie comme une impasse dont il était impossible de sortir.

Les déclarations du Chancelier, recueillies par le journaliste américain Sulzberger ont été publiées en même temps par le *New York Times* et le *Walt am Sonntag*.

Adenauer craint que l'Europe occidentale ne passe à la merci des Russes aussitôt que

viendra à manquer la garantie de la présence américaine sur notre continent.

## Pas de comparaison entre Wilson et Churchill...

« Que feriez-vous — a demandé l'interviewer au chancelier — si vous étiez le Président des Etats-Unis? ».

Et le grand homme d'Etat, qui n'a rien perdu de son humour, de répondre: « D'abord je ne ferais aucune comparaison entre Wilson et Churchill... Faire une telle comparaison, c'est montrer que l'on ne connaissait pas Churchill... Mais, ceci mis à part, je me retirerais du Vietnam... »

## Les Américains doivent se retirer du Vietnam

Aussitôt après Adenauer a ajouté: « Ce n'est pas Johnson qui a donné le branle à cette calamité... Il l'a héritée de Kennedy. Johnson doit boire le vin tiré par Kennedy. Mais quand une grande nation s'aperçoit qu'une direction politique se révèle plus dangereuse que prévue, elle ne doit pas avoir honte de changer de politique. Les Américains doivent se retirer du Vietnam. Ils n'ont pas l'embarras du choix. L'interviewer ayant objecté que pour négocier il faut être deux, Adenauer n'a pas tenu compte de cet

argument. Et il a dit: « Johnson ne devrait pas écouter ses conseillers militaires. Ce ne serait pas la première fois qu'une guerre serait interrompue à la moitié. On ne peut prétendre la finir en s'enlisant toujours davantage ».



### La menace qui pèse sur l'Europe est la plus grave

Mais, selon Adenauer, la partie du monde la plus importante pour les U.S.A. n'est pas l'Asie, ni même l'Amérique Latine, mais l'Europe. « Si les américains nous ignorent, on court le risque que l'Union Soviétique ne parvienne à exercer son contrôle sur la France et l'Allemagne » a-t-il dit, dévoilant le fond de sa pensée politique. Convaincu, désormais, que les américains retireront leurs troupes d'Europe, il a conclu: « Nous sommes dans une situation extrêmement défavorable. La situation politique mondiale ne me plaît absolument pas ».

### Quand de Gaulle ne sera plus là...

Persuadé que l'URSS n'a pas abandonné le projet d'attirer un jour dans sa sphère d'influence la France et l'Allemagne, le chancelier redoute au plus haut point la disparition de de Gaulle: « Quand la France n'aura plus de Gaulle, quoique j'espère qu'il vive encore longtemps, alors existera effectivement le danger que les communistes ne prennent le pouvoir ».

## CHRISTI MATRI ROSARII

Nous donnons ailleurs dans ce numéro les extraits d'un discours prononcé, par S.S. Paul VI, bilan des efforts en vue de rétablir la paix dans le monde. Quelques mois ont passé, et la situation internationale ne s'étant pas améliorée, Paul VI lance un appel angoissé par la lettre encyclique qu'il a fait publier le 19 septembre et dont nous extrayons quelques passages particulièrement significatifs.

« Cette année, nous convions tous les enfants de l'Eglise à un hommage plus particulier de piété envers Notre Dame. Et cela en raison des menaces de calamités graves et étendues qui pèsent sur la famille humaine; en Asie orientale se poursuit un conflit sanglant et se déchaîne une guerre acharnée. De ce fait, nous nous trouvons pressés d'intensifier tout l'effort possible en faveur de la paix.

« Ce qui ajoute à nos préoccupations c'est ce que nous apprenons d'autres régions du monde: la course aux armements nucléaires, l'ambition incontrôlée d'expansion nationale, l'exaltation démesurée de la race, les tendances subversives, la séparation imposée entre citoyens d'un même pays, des manœuvres criminelles, le meurtre de personnes innocentes, tout cela peut donner lieu aux pires catastrophes ».

« Nous n'en doutons pas, les hommes de toute race, de toute couleur, de toute religion, de toute classe sociale, s'ils aiment le droit et l'honnêteté, partagent notre sentiment. Que tous ceux dont cela dépend menacent les conditions nécessaires à la cessation des hostilités avant que ne leur échappe, par le poids même des événements, la possibilité de dénouer les armes. Que ceux-là au pouvoir desquels est remis le salut de la famille humaine sachent que leur conscience est chargée d'une très grave obligation. Qu'ils interrogent cette conscience et sondent leur propre cœur; que chacun veuille bien regarder et sa propre nation, et le monde, et Dieu, et l'histoire; qu'ils songent que leur nom restera en bénédiction s'ils répondent avec sagesse à cette pressante invitation. Au nom du Seigneur, nous crions: arrêtez! Il faut se recentrer: il faut en venir à conférer et à négocier en toute sincérité. C'est maintenant qu'il faut régler les conflits, serait-ce avec quelque inconvénient et quelque désavantage, car plus tard il faudra bien qu'ils soient réglés, non sans peut-être d'énormes dommages et des désastres, dont pour le moment nul ne peut même imaginer l'horreur. La paix à établir doit être cependant basée sur la justice et la liberté, et donc respecter les droits des hommes et des communautés, autrement, elle sera précaire et instable ».

# EUROPE ET AVENIR SCIENTIFIQUE

Robert Aron a esquissé dans cet article le tableau des progrès scientifiques prévus dans le vingt années à venir. L'Europe, mère de la science moderne, se trouve un peu dans la condition de ces vieux Pays qui, s'étant fait avant les autres, se trouvent vis-à-vis des derniers arrivés, équipés de fraîche date, dans la condition d'infériorité où les ont paradoxalement placés leurs vieilles structures, leurs cadres désormais périmés, leurs traditions sociales et culturelles parfois difficiles à mettre au pair. La recherche scientifique en Europe n'est certes pas au niveau où elle devrait être. Mais ce n'est qu'une question de temps: les dollars et l'outillage sont utiles, mais l'essentiel est encore le matériel humain. On peut construire des centrales thermonucléaires, équiper de merveilleux laboratoires dans les plus courts délais, mais un matériel humain de qualité ne s'improvise pas. De celui-là l'Europe est une pépinière. Et s'il faut déplorer la pauvreté de l'équipement scientifique européen c'est parce qu'il incite nos meilleurs savants à déserter notre vieux continent pour aller se mettre au service de pays étrangers.

Il ne s'agit pas des vingt années qui viennent de s'écouler, ces vingt années consécutives à la deuxième guerre mondiale, au cours desquelles la technique et l'industrie française, repartant dans un pays dévasté, firent appel à l'ingéniosité des chercheurs et des savants pour retrouver leur essor. Il s'agira, dans cet article, des vingt années qui vont suivre, de ces deux décades qui nous mèneront de 1965 à 1985, et au cours desquelles tout laisse prévoir que des progrès sensationnels seront effectués dans les divers ordres de connaissances.

## Des pronostics qui font rêver ...

On sait qu'un « groupe 1985 » a été fondé par le Premier Ministre en France, pour étudier précisément les possibilités de transformation de la Société française à échéance de vingt ans. Dans l'étude de ce groupement de spécialistes consacrée au « Développement scientifique et technique », se trouvent des pronostics qui font penser... ou rêver.

Partons d'abord, pour nous en servir comme d'un élément de comparaison, de ce qu'est actuellement la recherche scientifique en France. Elle groupe d'ores et déjà des effectifs impressionnants et utilise des crédits très appréciables. Les entreprises française, tant privées que publiques, ont à leur service environ seize mille chercheurs. Elles ont dépensé, en 1963, dernière année dont les chiffres soient complètement connus, 3 milliards 103 millions de francs dans le secteur privé et 3 milliards 6 millions de francs, dans le secteur public (entreprises nationalisées et enseignement supérieur). Ainsi, le

total des sommes consacrées en France à la recherche et au développement s'est élevé à quelque 6 milliards 7 millions de francs en 1963, soit 1,4% du produit national brut.

## Les progrès considérables du passé récent ...

Ce sont déjà là des chiffres considérables, mais cependant insuffisants si l'on pense au rôle que va jouer et que doit jouer la recherche scientifique dans les années qui vont venir. Pour permettre de le prévoir le « groupe 1985 » ne craint pas d'extrapoler à partir des résultats acquis par le progrès technique et industriel, au cours des vingt dernières années. C'est dire qu'il effectue un « retour en arrière » avant de se lancer dans l'exploration du futur.

Ce retour en arrière nous apprend, que au cours des vingt dernières années, des progrès considérables ont été accomplis dans plusieurs secteurs essentiels de l'activité humaine. En voici quelques exemples:

— la vitesse maxima des engins conduits par les hommes a été multipliée par près de 40 (800 à 30.000 kilomètres-heure);

— la puissance des explosifs dont ils peuvent disposer a été multipliée par plus d'un million par l'utilisation de l'énergie nucléaire;

— les appareils électroniques connaissent une progression dans la sûreté de leur fonctionnement, qui se traduit par un coefficient 10, tandis que le temps de traitement des raisonnements logiques élémentaires (oui ou non, plus ou moins), passait du millième de seconde — ce qui paraissait déjà une per-

formance extrême — à moins d'un millionième;

— la quantité d'informations transmissibles par l'homme dans l'espace sur un seul support augmentait d'un facteur supérieur à 1.000 par la découverte des faisceaux modulables de lumière cohérente.

### ... et les progrès étourdissants d'un proche avenir

Comparés aux résultats acquis pendant les 20 années précédentes, que vont être ceux des années qui vont venir?

Elles comporteront, évidemment, des progrès dans les lancées déjà ouvertes. Vitesse des engins, puissance des explosifs, fonctionnement des appareils électroniques permettant vraisemblablement de battre de nouveaux records. Mais, il ne s'agira là que de nouveaux perfectionnements dans une évolution commencée depuis longtemps déjà. A côté d'eux, se produiront sans doute des inventions nouvelles qui transformeront complètement les données de la technique et, par conséquent, les conditions de la vie. Donnons-en encore quelques exemples:

— peut-être, la plus grande aventure des vingt prochaines années sera-t-elle due aux découvertes accomplies dans le domaine de l'informatique et de l'automatique. La manifestation technique des progrès qui en résulteront sera notamment: une meilleure communication entre les machines électroniques et le milieu qui les entoure, c'est-à-dire, non seulement les hommes qui les utilisent, mais aussi les ensembles industriels, militaires..., qu'elles commandent, une beaucoup plus grande sûreté de fonctionnement pouvant aller jusqu'à rendre la panne ou l'erreur pratiquement impossible;

— et surtout, une innovation permettant aux machines de passer du stade des problèmes logiques à celui des problèmes moins bien définis: la machine ne traitera plus alors une question en fonction uniquement des données qui lui sont fournies à cette occasion, mais aussi à l'aide de données, voire de raisonnements qu'elle a pu acquérir antérieurement; à sa faculté de mémoire, elle ajoute une possibilité d'apprentissage, voire de choix, et c'est par là qu'elle se rapproche de l'intelligence humaine, étant bien entendu d'ailleurs qu'on ne peut imaginer de pousser trop loin cette similitude;

— dans un autre ordre d'idées, on verra s'accomplir, sans doute, des transformations révolutionnaires dans la connaissance de l'homme et de ses mécanismes biologiques, c'est-à-dire dans le domaine de la santé et de l'hygiène. Cela pourra conduire, par exem-

ple, à conserver intactes les facultés humaines jusqu'à un âge assez avancé, ce qui poserait d'ailleurs certains problèmes concernant l'âge de la retraite, ou des emplois à mi-temps. On aura peut-être aussi trouvé les remèdes à des maladies graves (cancers, maladies mentales) ou simplement désagréables (rhumes), mais il faudra prendre garde à ce que l'abus des médicaments n'introduise pas, en fin de compte, des troubles supérieurs à l'avantage reçu.

Enfin, la connaissance de processus psycho-physiologiques aussi importants que le sommeil ou l'éducation de l'intelligence et du raisonnement est susceptible également de réaliser des progrès considérables dans les années à venir. Concernant le second point, on parviendra peut-être ainsi à définir des modes et des programmes d'enseignement beaucoup plus efficaces qu'ils ne le sont encore actuellement.

### La future organisation de la Recherche

Nous nous bornerons à donner ces deux exemples, dont l'un concerne la machine au service de l'homme, et l'autre, l'homme lui-même, pour montrer que, dans les domaines les plus divers, les vingt années qui vont venir sont susceptibles d'apporter des progrès révolutionnaires.

Il va sans dire que la France qui, au cours de son histoire, a apporté tant de découvertes et tant de réalisations techniques remarquables, s'apprête à participer à une si grande aventure.

Il est raisonnable de penser qu'en 1985, la part du Produit National Français consacrée à la Recherche sera au moins égale à 3%, ce Produit National ayant triplé d'ici là, c'est à un sextuplement des crédits consentis à la Recherche que l'on devrait parvenir, en passant de 6 milliards actuels de francs, à environ 40 milliards.

Cela entraînera des modifications dans l'organisation de la Recherche. Dès maintenant, on prévoit la création de grands laboratoires où le chiffre moyen des personnes employées pourrait être d'environ 1.500. Comme l'on envisage la création d'une centaine de laboratoires de ce genre, le chiffre des personnes qui se consacreront à la Recherche passerait à environ 150.000 en 1985.

Espérons que les résultats augmentent en proportion et que les avantages, dont l'humanité sera bénéficiaire, se multiplient également.

Robert ARON

## PAUL VI POUR LA PAIX ET L'UNION

A l'occasion de la fête pastorale de la Saint-Jean, Sa Sainteté Paul VI a prononcé pour les cardinaux et les membres ecclésiastiques venus lui présenter leurs vœux un discours significatif où, tout en exposant ses inquiétudes pour la paix du monde, il a souligné les efforts faits pour apaiser les divers conflits.

Ci-dessous quelques extraits pour nos lecteurs.

### *Le Vietnam*

Paul VI a notamment évoqué le « triste spectacle du Vietnam tourmenté par un conflit qui causé tant de souffrances et semble ne pas avoir de fin » et rappelé les efforts qu'il avait accomplis en vue d'arriver à une « solution honorable à travers des tentatives loyales ». Il a ajouté que le non-aboutissement de ses efforts ne l'empêcherait pas de continuer à tout mettre en œuvre en vue de contribuer à régler le conflit.

### *L'accord avec la Yougoslavie*

Indiquant que dès le début de son pontificat son attention s'était adressée « avec une affection toute particulière » aux problèmes de l'Eglise en Yougoslavie. Paul VI a dit qu'il avait donné son accord et ses instructions pour les conversations que les autorités civiles, a-t-il ajouté, manifestaient de vouloir engager avec le Saint-Siège en vue de rechercher honnêtement un règlement, fût-il incomplet, des rapports entre l'Eglise catholique et l'Etat yougoslave et des rapports entre le gouvernement de Belgrade et le Saint-Siège.

### *La rencontre avec M. Gromyko*

Parlant de son entrevue avec M. André Gromyko, le pape a déclaré :

« La rencontre a rendu possible la poursuite souhaitée du dialogue engagé à New York — lors de notre voyage aux Nations unies — au sujet des problèmes de la paix, sans — naturellement — oublier les problèmes de l'Eglise et des fidèles dans tout le vaste territoire qui forme l'Union soviétique et d'une assistance religieuse moins inappropriée aux nombreux groupes catholiques résidant dans ce grand et noble pays. Nous voulons espérer que cette rencontre ne restera pas sans porter ses fruits pour la cause de la paix et de la liberté religieuse effective ».

### *La Pologne*

Paul VI, parlant des fêtes du millénaire chrétien en Pologne, a répété, « non sans peine », qu'il ne lui a pas été possible d'accéder à l'invitation des catholiques polonais de se rendre dans leur pays. « Malgré cela, a-t-il ajouté, nous avons été et nous restons spirituellement et intimement près de la nation catholique pour laquelle nous invoquons du Seigneur la concorde, le progrès et la vraie paix, tandis que nous nous réjouissons en voyant que les évêques et le peuple chrétien, fermement unis au très digne cardinal-primat, ont réaffirmé leur volonté de rester fidèles à l'Eglise du Christ et à son vicaire, le pontife romain, sans jamais manquer à l'amour de leur patrie ».

### *L'accord indo-pakistanaï et Saint-Dominique*

Le pape a souhaité d'autre part que l'accord indo-pakistanaï puisse consolider la compréhension mutuelle et contribuer au triomphe de la paix dans le monde.

En ce qui concerne Saint-Domingue, il s'est plu à constater que ses appels n'étaient pas restés sans écho.

### *La Birmanie*

Paul VI a ensuite rappelé ses appels pour une solution négociée à Chypre, puis il a constaté, « avec une profonde amertume », que ses interventions auprès des autorités birmanes n'avaient pas eu de suites et a exprimé son inquiétude pour le sort des catholiques birmans.

### *La Rhodésie*

Abordant enfin les problèmes africains, le pape, sans s'en dissimuler les graves difficultés, a estimé qu'« il était nécessaire que ceux qui cherchent à promouvoir le bien commun aient présents à l'esprit les trésors de lumière et de civilisation qui viennent de l'Évangile et qu'ils regardent devant eux, loin dans le futur ».

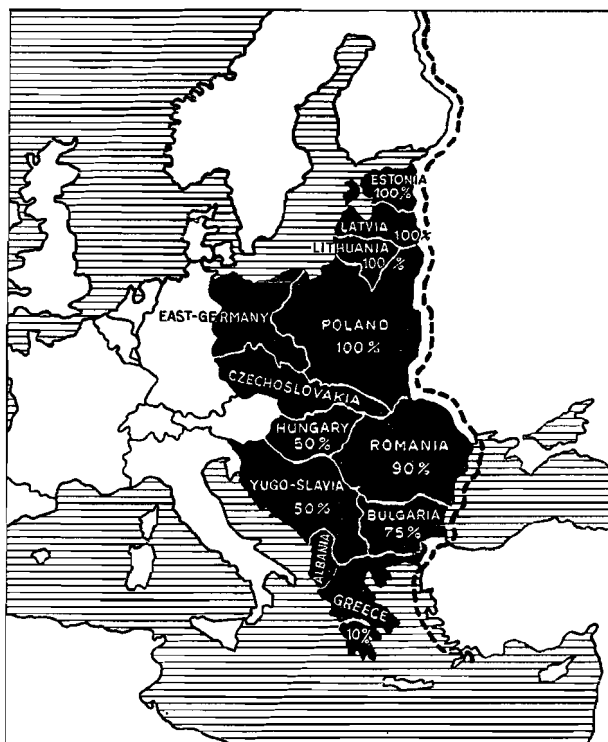
number 10

# europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE  
REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"

ROME

OCTOBER 1966



## ALBANIA

### "A Wall Around China"

Albanian sources looked upon Japanese Foreign Minister Shiina's visit to the Soviet Union in January as another step in Soviet-American machinations to control the world. Trade and air agreements were a mere formality, the Albanians maintained. "all facts testify that the strengthening of Soviet-Japanese relations is directed against the socialist countries of Asia in general, and against China in particular."

"This becomes very obvious if one takes into account the missions undertaken by Kosygin in India, Brezhnev in Mongolia, and Shelepin in Vietnam. The Soviet leaders are trying in every possible way to erect a wall around China. These machinations have been stepped up by the Soviet leaders to such a point that former British Prime Minister Lord Home is of the opinion that there is now a hope of seeing the creation of a natural Asian coalition based on India and Russia. [Radio Tirana].

### Leaders to the Grass Roots

Taking a leaf from Mao's book, top leaders in the Albanian Workers Party were sent down the ranks in February to "work for a long and continuous period" at the local level to strengthen party and state work. However, they were in the meantime to continue to "exert their party and state functions and responsibilities." First Deputy Premier and Politburo

member Manush Myftiu was to run party cadres in the city of Tirana; party secretary Rita Marko was to do party work in Durres district; Politburo member Gogo Nushi, party work in Berat district; party secretary Haki Toska, directing work in the office of Premier Shehu; Deputy Premier Abdyl Kellezi, state work in the city of Tirana; Minister of the National Economy Pjeter Kostar, state work in Shkoder district; Minister of Communications Tonin Jakova, state work in Durres district; Minister of Forestry and Water Peti Shamblli, party work in Vlore district; Rrapo Dervishi, state work in Vlore district; Ramadan Xhangolli, party work in Tepelene district; Almaz Teme, state work in Tepelene district; and Bato Karafili, state work in Permet district. (Radio Tirana).

## BULGARIA

### Propagating the Party Line

Problems in ideological work came under discussion at a party Central Committee conference at the end of December. In his report, David Elazar, a deputy chief of the agitprop department, claimed that some shortcomings exist because of sectarian attitudes and lack of initiative on the part of some party committees and organizations. Elazar said that the main task of the moment was to "explain" to the people the party's economic policy. Party propagandists should also react more quickly to international developments and make use of

better arguments so that they could unmask "the aggressive course of American imperialism" and increase "the people's revolutionary watchfulness." The deputy chief further urged that greater stress be placed on the "correctness of the general line of the international communist movement."

Another deputy chief of the agitprop, Mircho Dimitrov, dealt with party educational work. Dimitrov condemned the widespread practice of replacing Marxist-Leninist education with professional education or with general cultural activity. He also said that the ideological level of some courses was low, that gross mistakes were being made, and that party theory was sometimes misinterpreted. Dimitrov attributed this to the fact that many propagandists did not have the proper job qualifications.

A third report, delivered by deputy agitprop chief Ivan Valov, dealt with the role of the press. Valov stressed in particular the importance of propaganda for fulfillment of economic tasks, "patriotic education" and a continued struggle against "bourgeois ideology." The same theme was sounded in the speech delivered by CC Secretary Mitko Grigorov, who, in summing up the meeting, underscored the need to ensure labor and state discipline, to fight against a "consumer approach," and to create a situation in which "reactionary bourgeois ideas" could not exert influence on youth. (*Rabotnichesko Delo*).

#### Agent 007 vs. Zahov

The Bulgarian Ian Fleming, Andrey Gulyaski, visited London in January to get the feel of James Bond's habitat. The visit was in connection with the English publication next fall of Gulyaski's nearly finished book, *Avakum Zahov Meets Pames Bond*. In an interview with the press, Gulyaski described the difference between the two adversaries: Bond, he very predictably explained, was a person totally lacking in ideals who believed in nothing but the freedom to kill; while Zahov, according to Gulyaski, was a true believer in the new communist order and who relied on "cerebral power" rather than violence. In fact, Gulyaski found his own hero so superior to Bond that, to even things out, he had felt it necessary to endow Bond with "some essential qualities." From Gulyaski's statement, one thing is certain: Agent 007, if recognizable as *Agente 007*, is headed for trouble. And since the late Ian Fleming cannot save him, will Andrey Gulyaski play fair? (*The New York Times*).

#### Port Enlarged

Work to enlarge the port of Varna was completed on January 12. As the result of the construction of new piers and the deepening of the harbor, the port will now be able to ad-

mit vessels of greater tonnage and accommodate about twice as many ships as before. In conjunction with the rebuilding of the port, the railway network serving Varna was expanded. (*Rabotnichesko Delo*).

#### Rifle Shipment Seized

Lebanese authorities seized 1,500 automatic rifles from the Bulgarian ship "Veliko Tarnovo" while it was unloading the equipment in Beirut. The arms, concealed in 75 crates labelled "machinery spare parts," and valued at about \$ 165,000, were addressed to the Lebanese Levant Express Company on behalf of Swiss firm. Lebanese authorities also seized the ship and took into custody the captain, two Germans and three Lebanese. It was announced that the ship would be released when the necessary guarantees were provided and the fine customary in such cases paid.

The incident led to speculation that the arms were destined for Kurdish guerrillas in Iraq, whose demands for Kurdish autonomy have received support in recent Bulgarian foreign-language broadcasts. The Bulgarians did not, of course, admit to this intention, but took the line that the reports of Western agencies on the destination of the shipment had a "crudely tendentious character." "It is well-known," *Radio Sofia*, February 2, said, "that a carrier is not held responsible for the contents of the commodities shipped and declared in the bill of lading." Several years back, the Bulgarians were reportedly smuggling arms to the Algerian rebels, and after the crisis was over, boasted that they had done so.

#### Cultural Exchange Agreement

The Bulgarian Academy of Sciences and the US Inter-university Committee on Travel Grants signed new four-year agreements for exchanges of scholars, researchers and graduate students. At the ceremony held in Sofia on February 5, the Bulgarian spokesman, Vladimir Georgiev, stated that he viewed the new agreements as an extension of a long and fruitful cooperation between American and Bulgarian scholars. He also stressed the positive results achieved by scholars within the previous Bulgaria-US arrangements. The US representative said that he hoped the agreement would not be considered an end in itself, but a means for bringing about freer exchange of ideas, publications and people of the two countries.

#### CZECHOSLOVAKIA

The Party and the Writers

"Disquieting trends" in literature and the cultural periodicals were the subject of a long editorial in the party bimonthly in January. *Zivot*

Strany (No. 1, 1966) attacked "negative aspects" it laid to "a narrow and one-sided concept of the fight against dogmatism and the remnants of the personality cult, as well as from liberal trends connected with this concept." and specifically took exception to articles which have appeared over the past year in the Writers Union monthlies *Literarni Noviny* and *Kulturny Zivot*.

The party Central Committee was especially concerned because these monthlies had been criticized in its broadside of March 1964 ("Viewpoint of the CPCS on the Mission and State of the Cultural Periodicals") but had refused to reform even after repeated warnings. While most party members and the general public have accepted the Viewpoint, said Zivot Strany, some few have done so only conditionally:

...objections have often been raised [to the Viewpoint], sometimes in an irritated mood, and in connection with the [party's] interpretation of the articles which were criticized and with the [party's] evaluation of particular trends. Unjustified fears were expressed that the Viewpoint might become an instrument of an insensitive cultural policy. Due to the fact that some editorial collectives adopted a purely formal attitude to the party stand, no ideological effort was made within these collectives to adopt and implement it. This may be considered one of the causes of the existing shortcomings.

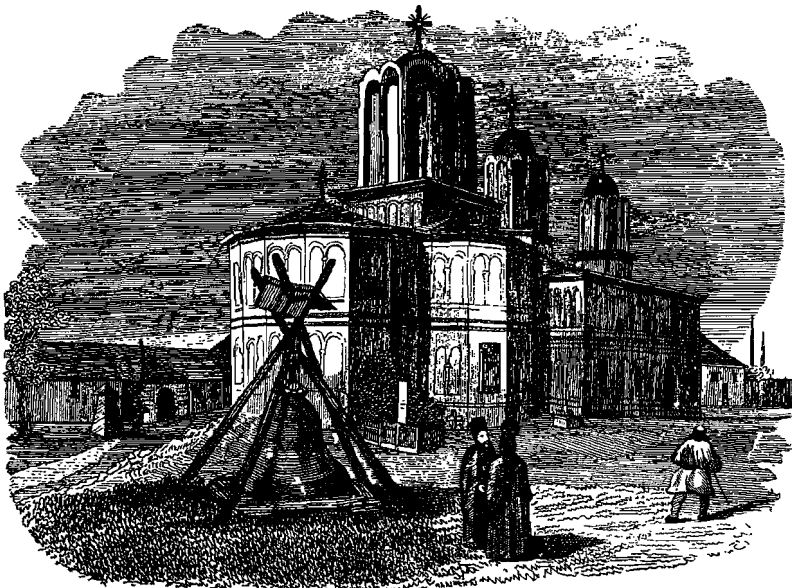
The editorial emphasized that no periodical

could be considered totally in error, but that some were careless in the ideological standards they exacted from contributors.

### No Ideological Coexistence

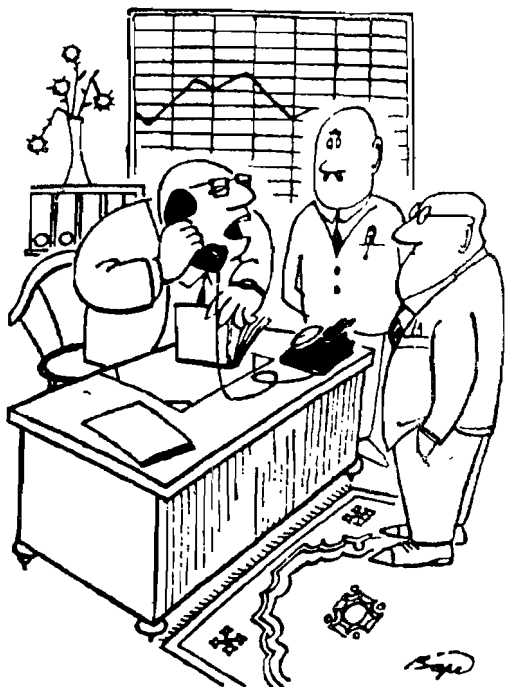
Zivot Strany concluded that the root of the shortcomings in literary criticism, literature, and some of the periodicals is to be found in "the fact that the existence of the ideological struggle itself is underrated and that, not infrequently, illusions as to the possibility of peaceful coexistence between antagonistic ideologies are propagated."

The editorial signalled a new effort by the party to keep intellectuals in line. It corresponded to the official party thesis that "there is not and cannot be conciliation between socialist and bourgeois ideologies. An uncompromising struggle must be waged against views that try to circumvent this fact or to proclaim a hostile bourgeois ideology." The Zivot Strany attack came simultaneously with the closing in January of *Tvar*, an outspoken Writers Union monthly for the younger generation, and *Knizni Kultura*, a Ministry of Education and Culture review. Demands by younger writers for their own organization were also shunted off onto the bureaucratic track in January by the formation of an "auxiliary commission" of the Writers Union instead of a new autonomous body.



*V. Talach*

# FOCUS ON RELIGION IN EAST EUROPE



« We introduced the experiment into our plant over six months ago. Now can you send someone to explain it to the workers? »

Rude Pravo, 1966

The Communist Parties of West Europe are in the midst of agonizing reappraisal of communism's role toward religion. As a British Communist, John Lewis, explained, « Marxism has recognized the folly of the anti-God campaign ». The Italian, Scandinavian and now the French Communist Parties are today adorning their platforms with promises of full religious freedom.

A sweeping reassessment of the anti-religious drive was also initiated in the USSR, on the eve of the 23rd Communist Party Congress. But there is no mention of « religious freedom » there. While atheistic campaigners are being denounced as « clumsy » and « inefficient », the Party is calling for new and better ways to extinguish « religious superstitions » from the minds of the people.

Perhaps the main reason for this difference in attitudes is the fact that the Soviet Communist Party has state power, while the Parties in West Europe are merely trying to attain it. The

comrades in the West have realized with a shock that they have no chances whatsoever of attracting the West European electorate with anti-religious slogans and practices. It is another question, however, what the Western Communists would do if they were to gain power. An exclusivist, totalitarian and pseudo-religious philosophy, communism is intolerant of religion by its very essence. The following selected glimpses into conditions in East Europe provide illustrations of ruling communism's unceasing war against religion.

## Arrests of Priests continue in Hungary

Roman Catholic priests comprise a large part of the Hungarians arrested early this year of "conspiring" against the Communist regime. According to *Nepszabadsag*, organ of the Hungarian Party, those arrested include members of a Roman Catholic organization called *Regnum Marianum*: dr. Laszlo Emoedyi, Rev. Istvan Keglevich, Rev. Laszlo Roszavoe gly, and others. Some of the priests arrested had been barred from their functions long ago because of anti-Communist attitudes. Freed from prison, they were said to have gone back to their flocks and criticized the regime's atheistic teachings.

## Polish Regime Assaults Catholic Church

When the Polish Roman Catholic Church invited in December 1965 German bishops to take part in the 1,000th anniversary of the coming of Christianity to Poland, the Communist regime seized this act as a pretext to harass the Church. The Communists immediately charged that Polish bishops had suggested concessions about Poland's recovered territories. This charge was subsequently withdrawn by Wladyslaw Gomulka, but he went on to charge that the bishops, particularly Cardinal *Wyszynski*, were hostile to the Communist state, longed for the return of bourgeois Poland, and wished to bind Poland where they feel she belongs culturally and traditionally—with the West. Since then the Communist regime has done everything possible to restrict the Christian aspects of Poland's millennium celebration.

In commenting on the Polish regime's tactics, the Vatican City magazine, *Osservatore Della Domenica*, wrote:

"The messages sent to the bishops of Germany and of Spain—as well as to the Episcopal

conferences of other nations—are a mere pretext quickly seized (by the Communists) to hamper celebrations of the millennium of Polish Christianity and at the same time to downgrade Catholicism. These attempts are a direct continuation of those which have been going on unceasingly since 1945... Polish Catholics had been preparing for their nation's Christian millennium for the past nine years, with a novena (nine years of prayers) which aroused profound echoes in the conscience of a deeply Christian country.

"It is no mystery to anyone that the regime didn't like the 10-century celebration at all, and that it tried to empty them at least partly of their significance by trying to laicize them. This is why it was decided to commemorate the 10 centuries of the Polish State in order to offset the religious millennium," the Vatican magazine concluded.

**200 Uniate Priests in Romanian Forced Labor Camps**

Well-informed sources from Vienna report that some 200 priests of the Uniate Romanian Church are still doing forced labor in the lead mines of Radna, Dej and Gherla.

The Romanian Uniate Church was dissolved by the Communist regime in 1948 and its followers were forcibly introduced into the Orthodox Church which owes its allegiance to the Moscow Patriarchate. All the Bishops of the Uniate Church were arrested, and many have since died in prison. All priests who were sworn in by Rome were prevented from continuing their activities. Many were imprisoned, charged with anti-state activities and treason, or not charged at all but deprived of both office and freedom. Very few were released during the past amnesties, except for those who were too ill to be kept in penal institutions. Observers state that of those who suffered 20 years in jail, very few can survive much longer—due to inhuman treatment, lack of medical care and generally bad conditions in prisons and camps. The hopes of those 200 still accounted for are bleak unless a speedy and energetic action can bring about the improvement of their condition and facilitate their eventual release.

**Atheism Campaign Breeds Religious Believers in Czechoslovakia**

Writing in *Osvetova Prace*, the Czechoslovak philosopher Milan Machovec says that unless anti-religious propaganda is improved, there will be more churchgoers in Czechoslovakia in the 21st century than there are today. His article makes it clear that because atheism has become the state religion in Czechoslovakia it has lost the attraction it once held for the

rebellious young. Machovec says that one thing he has never found in them is "a sincere and personal interest in 'official atheism.'"

This does not mean, he goes on, that young people have an automatic sympathy for religion, but "in some instances the psychology of 'forbidden fruit' turns into overt—although usually rather confused—sympathy for anything that smacks of opposition, including sympathy for religion." Machovec says that "the ardent organizers of the decline of religion" forget that human beings "cannot simply be manipulated like some machine or handled like sheep" Whenever the human mind feels it is being "directed", he says, it automatically mounts a counteroffensive. He also says that during two decades of intensive anti-religious propaganda, the churches, even though they were denied access to mass media, mounted their own effective counteroffensive, substantially aided by the natural human inclination to resist officialdom.

**Repression of Jewish Religion in the USSR**

"The continued repression of the Jewish religion and culture by the Soviet Government and current evidence of Moscow's bad faith" were scored by Rabbi Israel Miller, Chairman, American Jewish Conference on Soviet Jewry,



« Where's the foreman? » « We don't bring him with us anymore. Having him along no longer affects bonuses ».

New York, in the Washington Post of Feb. 21, 1966.

"On several occasions last summer," Rabbi Miller said, "statements were made to visitors from abroad, including the rabbinical council of America group which I led, promising a certain amelioration. Three minor concessions were promised: an edition of 10,000 Hebrew prayer books was to be published; the Moscow rabbinical seminary was to be reopened in the fall with 15 to 20 students; Matzoth, the unleavened bread indispensable to the proper observance of Passover, was to be freely available in Moscow and hopefully in other cities."

"Since then," Rabbi Miller charged, "the USSR has been reaping all the propaganda benefits accruing from the hopes raised by its commitments. Yet the first two promises have not yet been fulfilled, and now that preparations for Passover are imminent, we greatly fear that the Soviets will disregard their commitment on Matzoth as blithely as they have thus far disregarded their other promises."

"It is tragic that the Soviet regime should so harass this ancient and greedy community," Rabbi Miller concluded. "It is even more tragic that this maltreatment persists in an age when civilized nations should endeavor to eradicate their own violations of fundamental human rights."

### Christians in East Germany under Pressure

Despite attempts at improvement in Church-State relations in East Germany, Christians are still subjected to "official intimidation and severe ideological pressure", according to Evangelical Bishop Friedrich Krummacher of Pomerania in an address to his church's synod in mid-November, 1965. The bishop gave examples of "State attempts to force Marxist ideology on young people, children and parents". He spoke of the scorn poured on the children of believers, their difficulties in pursuing their selected careers, the force brought to bear on young people to make them leave the Church's "elementary necessities", unconstitutional confiscation of church premises and denial of the use of school premises for religious instruction, hampering of spiritual care in hospitals and prisons, and the pressure on young people to take part in the atheist "Jugendwelte" ceremony to replace Christian confirmation.

The Bishop recalled that State officials had promised that religious freedom for children and young people would not be curtailed by "administrative measures". "We can only ask Christian parents, teachers and children", he said, "to insist on the fulfillment of those promises, resist every ideological assault and bear witness courageously to their faith". He was grateful that conscientious objectors could now

do unarmed military service in building units. But this did not solve every problem of conscience. Young recruits whose consciences did not allow them to build military objectives had been sent to prison, the Bishop said. "We have tried to help these young people suffering for reasons of conscience, but unfortunately we have not been allowed to give them any pastoral care. We are also deeply disturbed by the totally inadequate freedom of belief and conscience allowed to young Christians doing regular military duty in the armed forces".

Churchmen were also concerned about the blatant contradiction between the protestations of "peace-seeking" on which the authorities laid such stress, and the simultaneous spreading of violent hate propaganda against all opponents. "One cannot seek peace and at the same time, painting everything in black and white, blast anyone who thinks differently, nor should one fill the minds of children with hatred and distrust. As Christians, we ourselves have, in any case, to exercise great care not to allow ourselves to be drawn into supporting propagandist half-truths". Moreover, the Bishop said, after the horrible experiences of this century, Christians should resist all attempts to glorify military service, as were sometimes made in pre-military training for youngsters. For the sake of peace itself, the Bishop concluded, Christians would continue to resist all attempts to restrict freedom of conscience and belief.

### Scientific Running Down of Religion in Bulgaria

The Bulgarian Byzantine-Rite Catholic Bishop Kurteff was allowed to attend the recent Vatican Council session and, for the first time, the Bulgarian Orthodox Church was represented by an observer, Archimandrite Ioan of Sofia. But at home the anti-religion drive goes on. Sofia Radio reported recently that St. Atanas, one of Varna's oldest churches, had been converted into a museum and Otechestven Front, a journal of the Communist dominated Fatherland Front, said that Bachkovo Monastery was to become an art gallery.

As in the Soviet Union, there seems to be some dissatisfaction with present methods of spreading atheism. "Atheist propaganda leaves much to be desired", the Communist youth journal Narodna Mladezh complained. "Many Komsomol lectures lack the necessary qualifications and should be replaced by better trained people. The journal added that atheist propaganda should be conducted in a "tactful and convincing manner, above all by the spread of scientific knowledge, and not by simply running down religion".

## ACEN TESTIFIES BEFORE CONGRESS

Three members of ACEN's General Committee testified in Washington before the Subcommittee on Europe of the Committee on Foreign Affairs of the U.S. House of Representatives. Their testimonies dealt with the current situation in East-Central Europe in the context of NATO's present problems.

ACEN's Chairman, **Vaclovas Sidzikauskas** of Lithuania, **Aleksander Kutt** of Estonia and **C. Visoianu** of Romania, each read a prepared statement and then answered questions from the members of the Subcommittee.

In addition to ACEN's representatives, the Subcommittee heard two other witnesses. **Richard F. Staar** of Emory University, Atlanta, Georgia, gave testimony on the topic "Has the Communist Military Threat Abated — Rendering NATO Obsolete?" Professor **Ferenc Vali** of the University of Massachusetts, Amherst, Massachusetts, discussed the alternatives open to the U.S. with regard to East-Central Europe.

The hearing was chaired by Rep. **John S. Mo-nagan** (D-Conn.). Other Subcommittee members present included Rep. **Edna F. Kelly** (D-N.Y.), Rep. **Lee H. Hamilton** (D-Ind.), Rep. **J. Irving Whalley** (D-Pa.) and Rep. **James G. Fulton** (R-Pa.).

ACEN Chairman **Sidzikauskas** testified on NATO's impact on East-Central Europe. Mr. Sidzikauskas said: "Since NATO's inception, its very existence has been of great import to the peoples of East-Central Europe. First of all, it has given them hope. By helping forge an image of a democratic, viable and powerful Western Europe, NATO has helped demonstrate that Communist predictions of 'inevitable victory over decadent democracies' should have been long consigned to the dust bins of history..."

Prof. **Staar**, quoting recent official Soviet statements, demonstrated that NATO remains an indispensable instrument of European security and a deterrent against the imperialistic trends of the Soviet bloc.

**Constantin Visoianu** spoke on one of the crucial topics of today—the concept of Europe to the Urals. Mr. Visoianu said: "No one feels

the need for union more deeply than these (captive) European nations, but all desire it as a guarantee of their freedom and not as a consolidation of their present status... A Europe united freely, in freedom—not in or by coercion—is of course the ideal of our peoples."

**Aleksander Kutt** offered an analysis of the economic factors in the quest for European unity. In conclusion, Mr. Kutt said: "Any agreements with any Communist regime about the increase of the consumers' share in their respective national product seem to be more feasible if major Western powers come to a common understanding of the problem. A considerable amount of educational work appears to be necessary before this intermediate goal could be attained."

Prof Vali summarized the testimonies and warned against exaggerated optimism regarding the separatist tendencies of the East-Central European Communist governments.

The hearing was well covered by the U.S. press, and the Associated Press filed a lengthy account of the proceedings.



The modern way to run the gauntlet,

Ludas Matyi (Budapest)

# Book Reviews

**TERRITORIAL CLAIMS IN THE SINO-SOVIET CONFLICT — DOCUMENTS AND ANALYSIS, Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Palo Alto: Stanford University Press, 1965, 77 pp., \$2.50.**

This is a useful study on the "border issue" in the Sino-Soviet conflict, based on official statements, press releases and monitored broadcasts from Russian, Chinese and Japanese sources. These include illuminating excerpts from Radio Moscow broadcasts to Yugoslavia and western Europe, and interesting maps outlining and comparing (a comparison which reveals very few differences) communist China's and nationalist China's territorial claims.

Four basic aspects of the territorial issue are dealt with: (1) The repercussions of the "Cuban Missile Crisis" which the editors maintain marked the beginning of "the overt" controversy over the Sino-Soviet border although the "under current" of dispute had always been there; (2) the controversy involving Sinkiang and the accusations regarding the "flight" of thousands of Uighurs and Kazakhs from that province of China into the Soviet Union; (3) Chairman Mao's interview with a Japanese socialist journalist in which he not only called for return by the Soviets of the Kurile Islands to the Japanese, but challenged the whole range of Soviet territorial acquisitions in Asia and, following World War II, in eastern Europe; (4) the controversy as it involved the Mongolian People's Republic and communist Chinese and Soviet competition for influence in that area.

The editors point out that although the communist Chinese repudiated in 1963 their famous 1954 map illustrating the historical boundaries of China as including large areas of the Soviet Union, nearly all of Southeast Asia, Formosa, the Ryukyus, all of Korea and parts of India, they reportedly distributed a booklet at a 1964 trade fair in Mex-

ico City containing a map that continued to show the Soviet Maritime Provinces as part of China.

On October 1, 1964, "in one of the fiercest statements in the Sino-Soviet conflict to date," the Chinese replied to a statement by then Soviet Premier Khrushchev, asserting that "Chinese Emperors" had "conquered" the Uighur, Kazakh and Kirghiz peoples [in Sinkiang] and had "deprived them of their independence," with an ominous warning:

"If the Khrushchevian revisionists dare to stretch out their evil hands to invade and occupy our territory, they will certainly be repulsed. . . .

Their evil hands will be cut off as relentlessly as were those of the Indian reactionaries when they invaded China.

The recent Brezhnev mission to Mongolia resulting in the renewal on a 20-year basis of the treaty between the Soviet Union and the Mongolian People's Republic, the Tashkent negotiations chaired by Premier Kosygin, the Shelepin mission to North Vietnam and the prospect of further action to "coordinate" the world communist parties with the Soviet line in the Sino-Soviet conflict at the March 1966 CPSU Congress—all such activity points up the relevance of this useful study.

RICHARD ROWSON

**EASTERN EUROPE IN A DEPOLARIZED WORLD, by Adam Bromke, Toronto, Canada: Baxter Publishing Co., 1965, 26 pp., \$1.00.**

One of a series of booklets, under the general title "Behind the Headlines," published for the Canadian Institute of International Affairs. It deals commendably, though necessarily briskly, with the recent political background of eastern Europe,

the results of post-Stalin changes, the effects of the Hungarian upheaval. The impact on the Soviet hegemony in eastern Europe of the Sino-Soviet split is very rightly emphasized.

In his prognostication of future developments, Mr. Bromke, chairman of the Soviet and East European Studies Program at Carleton University, points out the importance of General de Gaulle's design for European disengagement from East and West, and adds that "the uniqueness of the present situation in eastern Europe is that the two most important developments on the contemporary international scene, the Sino-Soviet split and the revived aspirations of France, interact there."

A.G.

**ECONOMIC INTEGRATION IN THE SOVIET BLOC, with an East German Case Study, by Heinz Kohler, New York: Frederick A. Praeger, 1965, 402 pp., \$15.00.**

This is basically a study of the East German economy up to 1963. At times the author seems to go a long way around to get to his destination, as when he analyzes commodity trade statistics over the years to see whether East German integration with the rest of the bloc has significantly increased. He concludes that it hasn't. He gives a useful survey of the history and activities of the Council for Mutual Economic Aid, but without mentioning Romania's historic rebellion against its plans for integration and division of labor. In a chapter on East Germany's terms of trade, he works out indexes comparing total exports and total imports for the years 1950-1963; on the much-debated question whether the Soviet Union exploits the East German economy by imposing adverse terms of trade, he finds that his data are inconclusive.

F. P.

## Le Conseil Britannique du Mouvement Européen

# UN PARLEMENT EN MAJORITE EUROPEISTE

par DENNIS WALWIN - JONES

Secrétaire Général du Conseil Britannique du M. E.

Quand cet automne le Parlement anglais reprendra ses travaux, 333 de ses 630 membres feront partie du Conseil Britannique du Mouvement Européen. Plus de 40% de ce rassemblement est composé de Travailleurs, actuellement au pouvoir. D'autre part, M. Edward Heath, leader du parti Conservateur, est l'un des Présidents du Conseil et la plupart de ses collaborateurs font également partie du Mouvement. Le parti libéral, le plus petit des partis britanniques, soutient vigoureusement l'idée européenne et la majorité de ses membres fait partie du Mouvement. Cette participation, massive et impressionnante, du Parlement, à l'idée de l'Europe Unie, est le résultat d'une campagne active menée par le Conseil Britannique du Mouvement Européen qui, sous la direction de son Président, Sir Edward Beddington-Behrens, a également acquis à l'idée européenne un grand nombre d'industriels et une large partie de l'opinion publique. La section industrielle du Conseil compte parmi ses membres les Présidents de grandes compagnies et les représentants des Trade Unions. Cela représente pour le Conseil une précieuse source d'informations sur les problèmes industriels et la preuve que l'industrie anglaise est favorable à l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun. La popularité de l'idée européenne en Angleterre a été assurée par l'Association pour l'Europe Unie qui est l'épine dorsale du Conseil. Créée petit à petit au cours des années qui vont de 1961 à 1963, c'est-à-dire pendant que se tenaient les pourparlers qui auraient dû aboutir à la participation de la Grande Bretagne à la C.E.E., l'Association pour l'Europe Unie est ouverte à tous ceux qui croient à l'idéal de l'Europe Unie. L'Association compte actuellement plusieurs milliers de membres regroupés autour de sept Comités régionaux. Les autorités locales jouent un rôle important au sein de ces Comités. Au total on peut compter plus de quarante Groupes de l'As-



Sir Edward Beddington-Behrens

sociation qui tiennent des réunions et travaillent pour une Europe Unie économiquement et politiquement.

### Le Comité des Associations européennes d'étudiants

Une autre organisation associée au Conseil est le Comité des Associations Européennes des étudiants. A l'aide de ce Comité plus de vingt Sociétés d'étudiants européens ont été organisées dans les universités et les collèges. Grâce à l'activité de cette organisation l'intérêt des milieux universitaires pour les problèmes européens a été vivifié et les jeunes anglais sont favorables à l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun. Lorsque, il y a quelques mois, le Conseil organisa un « teach-in » sur l'Europe à l'Université de Cambridge, plus de mille étudiants prirent part à la discussion qui dura plus de cinq heures.

Deux fois par an les représentants de l'Association pour l'Europe Unie et des Sociétés Universitaires se réunissent en conférences auxquelles participent des orateurs des pays continentaux et des membres de la Commission de la CEE, ainsi que les leaders des partis politiques britanniques. De cette façon les organisateurs des activités pro-Européenne de toute l'Angleterre peuvent être mis au courant des développements périodiques constituant un puissant stimulant pour ce travail.

## Un programme économique pour L'EUROPE

*Nous donnons ci-dessous la suite du résumé de programme de politique économique pour l'Europe présenté en juin dernier par la Commission ad hoc au Conseil de la Communauté Economique Européenne (Voir la première partie dans notre précédent numéro août-septembre 1966)*

Les politiques visant à accroître les possibilités de l'offre constituent un ensemble de mesures ayant trait à des domaines distincts de la politique économique mais qui sont appelées à se compléter mutuellement: la politique de l'emploi et de la formation professionnelle, les politiques des investissements publics et privés, de la recherche

scientifique et technique, le rapprochement des dispositions juridiques et fiscales, ainsi que les politiques visant à assurer une concurrence praticable et efficace, à obtenir la constitution d'entreprises de dimension adéquate, et à faire en sorte que les structures économiques soient convenablement équilibrées sur le plan des secteurs et celui des régions.

En matière d'emploi et de formation professionnelle, le comité a estimé que l'allongement de la scolarité, qui a pour effet de retarder l'âge moyen d'entrée dans la vie active, ne doit pas être freiné en dépit de la pénurie de main-d'œuvre prévue. Le co-

(Suite de la pag. 11)

### Le Club Européen

Le Conseil Britannique du Mouvement patronne également un Club Européen qui, environ une fois par mois, organise à Londres des dîners. A cette occasion d'importants orateurs continentaux illustrent les problèmes européens et leurs conférences sont suivies avec grand intérêt par la presse, la radio et la télévision. Parmi les plus récents hôtes du Club rappelons le Prince Bernard des Pays Bas; l'Onorevole Mario Zagari, sous-secrétaire d'Etat au ministère des Affaires Etrangères italien; Monsieur Ludwig Rosenberg, Président de la Fédération allemande des syndicats; et Monsieur Jean Lecanuet, leader du Centre Démocrate français. L'exemple du Club londonien est maintenant suivi par un bon nombre de centres provinciaux. Un Club a été inauguré cet octobre à Liverpool, d'autres le seront bientôt dans maintes autres villes anglaises.

\*\*\*

Parmi les activités principales du Conseil Britannique rappelons l'organisation à Londres d'une importante conférence sur la coopération européenne dans le domaine de la Technologie. De cette conférence résultait clairement la nécessité de parvenir à l'union de l'Europe. Les industriels et les hommes de sciences de quatorze pays européens qui prirent part à cette conférence reconnurent à l'unanimité que si l'Europe veut rester à la hauteur des Etats Unis et de la Russie dans le domaine de la technologie elle

devra nécessairement unir ses efforts, au risque même de devenir l'une des zones sous-développées du monde.

Le Conseil Britannique du Mouvement estime que l'importance de ce domaine, sur lequel tous les Pays Européens se trouvent d'accord, est de loin supérieure aux questions encore irrésolues. C'est pourquoi le Conseil a décidé la création d'une organisation permanente, le Forum européen de la Technologie, dont le but est de poursuivre le travail commencé au cours de la conférence. D'éminents industriels et hommes de science ont bien voulu faire part du Comité directif du Forum pour diriger les activités futures du Conseil dans ce domaine.

\*\*\*

Ce résumé, par trop sommaire, du travail du Mouvement Européen en Grande Bretagne montre cependant qu'une base a été créée pour la participation britannique à l'Europe Unie. Cette base se compose de parlementaires, d'autorités locales, d'industriels, d'étudiants universitaires et d'un bon nombre de simples citoyens britanniques. En fait, le dernier sondage d'opinion publique démontra que les deux tiers des Anglais sont maintenant favorables à l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun, tandis qu'un seul Anglais sur cinq y est opposé. Le Conseil Britannique du Mouvement Européen, qui depuis longtemps se bat pour que la Grande Bretagne fasse partie de l'Europe Unie, poursuit son travail dans la conviction que la réalisation de ce grand idéal ne pourra plus être longtemps renvoyée.

mité recommande par contre d'encourager le développement de l'activité féminine, notamment grâce à l'élimination des obstacles qu'y opposent la législation fiscale et la sécurité sociale, et de mener une politique d'immigration active. Le comité estime par ailleurs qu'en raison des exigences économiques générales, l'abaissement de la durée du travail ne devra être que modéré. Il souligne en même temps la grande importance d'une politique structurelle de l'emploi et, en particulier, la nécessité d'intensifier les efforts dans le domaine de la formation professionnelle des jeunes et de la mobilité géographique, et surtout professionnelle, de la main-d'œuvre.

En matière de *politique des investissements*, il s'agit de faire en sorte que les pouvoirs publics et les entreprises puissent accomplir l'effort d'investissement nécessaire pour élever la capacité de production de l'économie européenne. Le comité tient pour nécessaire, à cet égard, que les Etats membres facilitent le financement des investissements par une politique fiscale appropriée et en améliorant le fonctionnement du marché financier, et qu'ils veillent à ce que les entreprises disposent de capitaux propres suffisants.

Le rythme auquel la productivité progressera au cours des prochaines années, et donc celui de l'expansion, seront fonction d'une mesure accrue, des résultats qui seront obtenus dans le domaine de la *recherche scientifique et technique*. C'est pourquoi les efforts des états membres dans ce domaine ne peuvent rester notablement inférieurs à ce qu'ils sont dans d'autres pays hautement industrialisés, ce qui signifie qu'ils devront être très sensiblement renforcés dans les années à venir. Il importera aussi d'améliorer les conditions d'une rapide exploitation des résultats de la recherche. Le comité propose en outre que les moyens financiers qui seraient affectés à la recherche par les pouvoirs publics puissent faire l'objet d'engagements pluri-annuels. En même temps, les Etats membres devraient établir aussitôt que possible des critères propres à permettre la fixation d'objectifs prioritaires, ce qui est une condition nécessaire pour accroître l'efficacité des moyens mis en oeuvre. Le comité souligne par ailleurs la nécessité d'une étroite coopération entre les pouvoirs publics, les sphères scientifiques et les milieux économiques, et propose d'examiner à bref délai jusqu'à quel point et dans quels domaines de la recherche et du « développement » des actions communes ou coordonnées seraient nécessaires à l'obtention de résultats plus rapides et meilleurs.

Le comité recommande encore, afin de mettre pleinement à profit les avantages de la division du travail à l'échelle européenne, d'aménager les *dispositions juridiques et fiscales* qui font obstacle à la division du travail entre les Etats membres.

Le comité souligne avec force l'importance d'une *politique de concurrence* active pour la réalisation des objectifs de la politique économique à moyen terme. Dans les cas bien définis où des interventions publiques seront jugées nécessaires en pratique, elles devront viser à réintégrer les secteurs intéressés dans un système de concurrence praticable et efficace.

Il conviendra de faciliter, en même temps, l'adaptation de la *dimension des entreprises* aux données modernes de la technique et de l'économie, notamment en éliminant les obstacles artificiels que la législation fiscale et le droit des sociétés opposent aux fusions d'entreprises.

Une attention particulière devra être accordée, au cours des prochaines années, à la *politique des structures sectorielles*. Cette politique ne doit pas consister à conserver les structures existantes, ou à maintenir artificiellement en vie des secteurs non rentables mais, au contraire, à faciliter les processus d'adaptation et à créer des conditions favorables au développement des branches d'activités dynamiques. Aussi les interventions spécifiques devraient-elles avoir toujours un caractère temporaire, et leur terme devrait-il, dans toute la mesure du possible, être fixé dès l'origine. En outre, il faudra toujours rendre évidente la charge qui résultera pour l'ensemble de l'économie du soutien accordé aux secteurs faibles.

Le comité met encore l'accent sur la nécessité de réaliser un meilleur *équilibre régional* et en particulier de réduire le retard des régions les moins favorisées. Il souligne à cet égard le rôle important des infrastructures, notamment de transport, et la nécessité de constituer des « pôles de développement », groupant un ensemble cohérent d'entreprises capables de se développer spontanément après des interventions initiales. Ces pôles favoriseraient à leur tour le développement de centres secondaires. Par ailleurs, le comité propose une série de principes destinés à accroître l'efficacité des aides accordées par les Etats membres et par les institutions de la Communauté. Les mesures ayant trait à des programmes à long terme devraient être groupées dans des programmes pluri-annuels souples où serait établi et mis en accord, avec les possibilités financières, l'ordre de priorité des divers projets et dispositions envisagées.

## Agir sur le développement de la demande

Les politiques visant à agir sur le développement de la demande auront pour tâche de faire en sorte qu'une évolution satisfaisante des prix et de l'équilibre extérieur aillent de pair avec une croissance rapide. A cette fin, une série de mesures apparaissent nécessaires, qui intéressent différents domaines de la politique économique: il s'agit en particulier de la politique des finances publiques, de la politique de la monnaie et du crédit, de la politique du marché des capitaux et de la politique des revenus.

En ce qui concerne la *politique des finances publiques*, les premières prévisions, d'un caractère encore très provisoire, font apparaître que deux grands problèmes se posent au cours des prochaines années: accorder la demande publique aux possibilités économiques générales, réunir les ressources nécessaires à la couverture de ces besoins.

Le comité est d'avis qu'il convient de contenir dans des limites raisonnables la hausse des dépenses publiques, mais qu'il faut le faire en se référant à un ordre de priorité sélectif et préétabli. Il faudra à cet égard vérifier également si toutes les dépenses engagées ont bien conservé une utilité actuelle et veiller à rétablir progressivement l'équilibre financier des entreprises concessionnaires de services et de transports publics.

Le comité n'estime cependant pas que tous les problèmes de finances publiques pourront être résolus par la limitation de certaines dépenses. Il se refuse à accepter tout financement inflationniste. Dans la mesure où les besoins de financements publics ne pourront être entièrement couverts par l'impôt, ils devront l'être au moyen d'emprunts intérieurs à long terme. Le comité n'exclut pas, cependant, une accentuation de la pression fiscale. On devrait toutefois veiller, dans ce cas, à faire en sorte que cette accentuation affecte le moins possible les investissements des entreprises et l'épargne privée et qu'elle se fasse en tenant compte des nécessités de l'harmonisation fiscale prévue au sein de la Communauté.

Le comité souligne dans ce contexte le grand intérêt que présenterait l'établissement de prévisions (ou programmes) budgétaires à caractère pluri-annuel, présentant l'ordre de priorité spécifique, chronologique et régional des diverses dépenses. Ces prévisions faciliteraient les décisions budgétaires courantes des parlements et des gouvernements, en montrant les répercussions à plus long terme de leurs décisions sur le volume et

l'équilibre des budgets, et en permettant de compenser, notamment, des accroissements de dépenses inévitables par des économies réalisées sur des dépenses moins urgentes. De telles prévisions devraient constituer en même temps un important instrument de coordination des politiques budgétaires des gouvernements et des collectivités locales.

Le comité se prononce en outre pour une *politique de la monnaie, du crédit et du marché des capitaux* qui veille à mettre en accord l'expansion de la demande monétaire avec les nécessités économiques générales. En même temps, il recommande d'améliorer le fonctionnement du marché des capitaux de manière qu'une part suffisante de l'épargne s'oriente dans cette direction.

Selon le comité, la réalisation d'une croissance équilibrée dépend aussi, pour une part importante, de la mesure dans laquelle la *politique des revenus* parviendra à modérer la progression de l'ensemble des revenus nominaux et à faire évoluer leur structure de manière à permettre un effort d'investissement suffisant.

Du point de vue économique, la politique des revenus a donc pour but essentiel d'empêcher la perpétuation des tendances inflationnistes observées dans le passé récent, en maintenant la progression globale des revenus nominaux dans la limite des possibilités réelles des économies. Le comité propose à cette fin des contacts réguliers avec les partenaires sociaux, qui devraient conduire à un accord général sur les limites dans lesquelles devrait se tenir l'augmentation des diverses catégories de revenus et à l'intérieur desquelles devrait se situer la liberté de décision des agents économiques.

D'autre part, le comité souligne que l'on ne peut s'attendre que les partenaires sociaux observent dans les négociations relatives aux salaires la discipline nécessaire, si les autres conditions de la stabilité interne ne sont pas par ailleurs remplies, et si les gouvernements n'usent pas de tous les moyens dont ils disposent pour maintenir aussi les autres catégories de revenus dans des limites acceptables. A cet égard, une importance particulière devra être attachée, à côté de la politique du crédit et de la politique fiscale, à la politique des prix et à la politique de concurrence.

Le comité propose en outre d'associer la politique des revenus à une politique tendant à encourager la formation de l'épargne privée. Il se demande même s'il ne con-

## DES PRETRES EUROPEENS

*Mgr. Jean Delleport a fondé aux Pays Bas dans la ville de Maastricht un Institut pour l'entraide sacerdotale et le séminaire d'Europe. M. J. Peters, qui est le directeur adjoint de cette organisation est un jeune père de famille qui n'est ni prêtre, ni religieux. Il opère dans l'esprit du dernier Concile qui a exhorté les laïques à collaborer à la vie religieuse, en exerçant dans le milieu où ils vivent une sorte d'apostolat libre.*

*On sait que bien des pays dans le monde et même en Europe souffrent de la pénurie des vocations sacerdotales et manquent de prêtres, tandis que d'autres comme l'Irlande, l'Espagne, la Belgique, Malte et la Hollande pourraient leur en fournir si l'on pouvait abolir les difficultés provoquées par l'ignorance de la langue du pays d'adoption. Pour pallier à cet inconvénient, le Séminaire Européen reçoit pendant une année les candidats tous volontaires et les prépare à la langue, à la culture, à l'orientation générale du pays qui les attend. Ils sont ensuite envoyés dans les séminaires des diocèses qui manquent de prêtres afin d'y compléter leur préparation et de s'intégrer au clergé local. La Congrégation Propagande de Fide a approuvé la nouvelle institution et la subventionne. Malgré quelques réticences épiscopales, le but précis du nouveau Séminaire est de former des prêtres européens: un problème qui sera affronté au Congrès de Königstein, l'an prochain, qui verra peut-être naître un collège épiscopal européen.*

(suite de la p. 14)

viendrait pas, dans tous les Etats membres, de promouvoir, en liaison avec la politique des revenus, une politique des patrimoines propre à concilier avec les exigences de l'investissement l'aspiration des travailleurs à bénéficier de plus en plus largement des résultats de la production.

Le comité est concient du fait que les études de base sont encore nécessaires sur de nombreux points abordés dans l'avant-projet. Cela ne diminue en rien la valeur et la portée des orientations qu'il propose d'imprimer à la politique économique des Etats membres et des institutions de la Communauté.

## LES DROITS DE LA FEMME AUX NATIONS UNIES

Le Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc) s'est engagé dans un débat sur les droits de la femme. Le comité social de l'Ecosoc était saisi du projet de déclaration élaboré en mars dernier par la commission des droits de la femme. Après examen, il fut décidé de renvoyer ce projet à l'Assemblée générale des Nations unies. Si celle-ci l'adopte, la déclaration aura le même effet que la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le projet, qui comporte dix articles, recueillit l'approbation du comité social, mais certains points ont provoqué des critiques assez surprenantes: le délégué du Gabon a demandé que soient supprimés les alinéas relatifs au « droit de circuler librement et de choisir le domicile et la résidence ». Deux projets de résolution concernant l'élimination de toute discrimination envers la femme et le droit politique de la femme ont été adoptés sans difficulté. En revanche, les délégués de l'Irak et de la Tanzanie appuyés par l'Union soviétique se sont élevés contre le paragraphe suivant: « Le Conseil économique et social prie le secrétaire général... d'établir et d'envoyer aux gouvernements... un questionnaire demandant leur opinion sur le rôle que les femmes peuvent jouer dans le développement économique et social de leur pays... ». A leur sens, les organisations non gouvernementales ne devraient pas s'occuper de cette question. La résolution fut néanmoins approuvée avec quatre abstentions.

Plusieurs lecteurs nous ayant signalé des irrégularités dans la réception de notre revue, nous les prions de vouloir bien nous faire savoir quels sont les numéros qui ne leur sont pas parvenus, et nous nous ferons un plaisir de les leur expédier.

A travers l'Europe et le monde

# minimum



La poêle et le  
chaudron

Polémiques entre les camarades... Les dernières, originales initiatives de Mao ont provoqué une vive indignation à La Havane où le régime de Fidel Castro accuse la Chine populaire de se couvrir de ridicule devant le monde entier en portant aux nues les oeuvres et la pensée de Mao Tse Tung.

Cette prise de position rigidement hostile ne laisse pas l'ombre d'un doute sur l'embarras suscité au sein des milieux gouvernementaux cubains par les récents événements chinois et sur leurs inquiétudes à propos des conséquences qu'un retournement trop radical des positions chinoises pourrait amener pour le mouvement communiste international. Elle est clairement exposée par l'organe du parti, GAMMA.

On lit entre autre dans ce journal:

« Il s'agit sans aucun doute d'une triste circonstance et nous nous rendons compte que les camarades chinois ont offert aux ennemis du socialisme et du communisme d'excellents motifs de dérision.

Beaucoup d'entre nous, révolutionnaires, ont été stupéfiés par les déclarations officielles qui nous ont été

transmises par les agences de presse de la Chine populaire.

Il est clair que la Chine populaire traverse une période pénible et confuse et malheureusement l'impérialisme en profite pour ridiculiser non seulement les leaders chinois mais l'idéal même du communisme. Aussi, si les camarades chinois sont disposés à nous écouter, nous leur disons: vous vous couvrez de ridicule aux yeux du monde entier ».

Le journal de La Havane avait en particulier reproduit des informations concernant un champion de ping-pong qui, mettant en pratique la doctrine de Mao, avait tellement raffiné son jeu qu'il battait aisément ses adversaires, d'autres conseillant d'utiliser la pensée maoïste dans la cure des brûlures et de la diarrhée, ou pour augmenter la vente de melons sans oublier un éloge de la philosophie de Mao tendant à prouver qu'elle était à la base du succès de l'explosion de la première bombe atomique chinoise.

On voit que le journal de Fidel Castro souligne avec complaisance le côté humoristique des dernières initiatives de Pékin. Mais il se garde de mettre en évidence la brutalité des dernières épurations, d'une violence et d'une vulgarité typiquement communistes. C'est qu'en fait de violence et de brutalité Fidel Castro en sait un peu trop long, comme ce fut le cas de Hitler, Staline et comme ce sera toujours le cas des dictateurs et de leurs régimes depuis que le monde est monde.

La liberté de penser, le respect des droits de l'homme, le droit de la critique constructive sont des choses

incompréhensibles dans un régime autoritaire. Et vis-à-vis de Mao, le *barbudos* de La Havane évoque le fameux dictionnaire populaire au sujet d'une poêle qui se moque du chaudron.

Des alliés  
peu sûrs

...Autrement dit les « apple polishers » qui, écrit le journaliste Luigi Barzini (Europeo, 8-9-1966) formaient jadis l'orgueil du State Department et que certains experts américains considèrent aujourd'hui avec appréhension. Ce sont les fidèles alliés du vieil OTAN « une coalition presque passive dominé par le Pentagone ». Quelle force représentent-ils en réalité? Les experts américains clairvoyants — dit Barzini — « pensent que plus un allié est docile et soumis, plus il dépend des finances, des armements, des directives d'autrui, et moins il est efficient », car « pour combattre avec courage et efficacité les hommes doivent se battre pour eux-même, pour leur propres idées, pour leurs propres traditions en suivant leurs propres drapeaux et leurs propres chefs ».

C'est également ce que pensait le général de Gaulle quand il proposait cette « Europe des Patries » hier encore si décriée. Mais ce sont là des choses, dit encore Barzini, « que des hommes plus habiles, plus prudents et plus souples que lui n'oseraient même pas se formuler dans le secret de leurs monologues intérieurs ». Mais quels hommes? Les « geisha boys » comme disent les officiers japonais en parlant de leurs diplomates?.

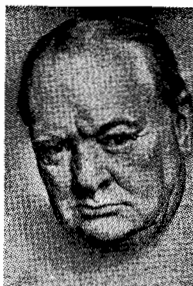
“L'heure sublime”  
de la Grande Bretagne

Nous avons reçu de M. Eucardio Momigliano, écrivain dont la plume ne nous a pas semblé, en l'occurrence, aussi heureuse que d'ordinaire, une lettre de protestation contre un passage d'un article paru dans le numéro de juillet de notre revue («L'effort spatial européen») où nous signalions l'opinion d'un de nos lecteurs convaincu que l'union européenne se ferait d'autant mieux si l'on pouvait éviter l'intervention de la Grande Bretagne.

M. Momigliano a voulu nous «rappeler» que «le dernier conflit n'a eu qu'une seule heure de grandeur sublime, celle où la Grande Bretagne restée sans alliés à la merci des triomphantes armées nazies a parlé par la voix de Winston Churchill...»

Nous ne songeons pas à nier que la Grande Bretagne tenant foi aux traités comme, d'ailleurs, la France, ne soit entrée en guerre pour défendre la Pologne contre l'avidité des Nazis; ni que la voix de Winston Churchill ne l'ait incitée à continuer la lutte quand son alliée infortunée fut contrainte de l'abandonner. Mais il nous semble que M. Momigliano ignore ce que la «voix» de ce Winston Churchill a fait ensuite pour «sauver» l'Europe et qu'il n'a pas lu les Mémoires où le vieil homme d'Etat déclare spontanément comment il a vendu à Staline cette même Pologne (100%) pour laquelle tant d'hommes venaient de mourir, et en pourcentages variés, après de sordides marchandages, plusieurs autres pays de l'Est de notre vieille Europe.

Aussi, afin de permettre à M. Momigliano de mettre à jour ses connaissances en la matière, nous lui adressons directement sous pli séparé la photocopie de la page des Mé-



moires révélatrice, et nous lui signalons en outre, toujours à propos de cette vente de l'Europe, un autre ouvrage dont la lecture pourrait lui être profitable: «Yalta, Roosevelt et les Russes» par Edward Stettinius (Edit. Gallimard, Paris).

De Gasperi catholique  
et européeniste

A Rome, le 19 août, le parti démocrate italien a commémoré le douzième anniversaire de la mort du grand homme d'Etat italien Alcide de Gasperi. L'editorial de l'organe officiel du parti souligne, notamment, les deux éléments fondamentaux qui ont inspiré sa politique:

«D'une part, l'affirmation que les catholiques ont le droit légitime d'exprimer leur propre ligne politique» non comme promoteurs d'une palingénèse universelle mais comme représentants d'une responsabilité spécifique qui s'inspire, certes, d'un programme idéal mais qui est en outre déterminée par la coexistence au sein de laquelle il doit être réalisé»; et d'autre part, la conviction que la méthode de la liberté, «la méthode la mieux adaptée aux conditions actuelles de la coexistence humaine», est inséparable de la volonté de collaborer avec tous ceux qui acceptent de se mouvoir sur le plan des libertés institutionnelles avec la pleine con-

sciences des problèmes soulevés par la réalité».

Après avoir souligné que les origines et l'expérience historique de la Démocratie chrétienne confirment cet engagement de «servir et collaborer dans l'intérêt de la communauté et du progrès humain», l'auteur de l'article affirme qu'il serait toutefois erroné de croire que la DC n'est pas un parti homogène disposant de sa propre dynamique et d'une autonomie suffisante». Et les lignes essentielles de la pensée de De Gasperi se ramènent à ceci: «Fidélité à l'enseignement de l'Eglise dans la conviction que la pensée chrétienne est source de liberté et de dialogue, une solide amarrage à la liberté et à la collaboration, une lutte ouverte contre le communisme et toute autre force liberticide».

L'Europe maîtresse  
du sort de  
l'espèce humaine

La première conférence démographique s'est réunie au Conseil de l'Europe à Strasbourg fin août-début septembre pour dégager les tendances de l'évolution démographique actuelle, analyser la fécondité, la mortalité, les migrations internationales et internes et l'évolution des structures démographiques de la population.

Ouverte par le sénateur italien Ludovico Montini, vice-président de l'Assemblée de Strasbourg, elle est d'une importance particulière «au moment — a déclaré M. Jean Bourgeois-Fichat, directeur de l'Institut français d'Etudes démographiques — où la science et le progrès technique sont en train de nous donner le moyen d'accéder à la maîtrise de la fécondité et de la mortalité».

Or, a-t-il ajouté — la conférence a groupé les experts

venus des Pays d'Europe « parce qu'il va falloir trouver d'abord en Europe des solutions aux problèmes économiques et sociaux que l'évolution démographique va poser ». Et encore « peut-être n'est-il pas exagéré de dire que c'est en Europe que va se jouer le destin de l'espèce humaine. A l'heure où l'Europe économique et politique s'édifie il serait inconcevable qu'il n'y ait pas une Europe de la science ».

Choisir ceux qu'on laissera mourir

La « fécondité dirigée » commence à n'étonner plus personne: nous vivons à une époque où le sens du mystère se perd et le « fatum » des Grecs ne sera bientôt plus qu'une archaïque naïveté dans un monde où les passions seront jugulées ou excitées à volontiers et le destin des hommes planifié en laboratoire.

Le sang-froid avec lequel nous accueillons l'annonce de ces progrès n'est peut-être pas aussi méritoire que l'on pense puisqu'ils sont surtout destinés à assurer le « bien-être » de nos descendants. Raison pour laquelle on parle déjà avec une sérénité toute scientifique de « mort dirigée ». En effet, grâce aux progrès de la médecine l'homme pourra bientôt vivre jusqu'à 90 ans et plus. Mais il est clair que « la lutte contre la mortalité exigera des moyens considérables qu'on ne pourra offrir à tous et qu'il faudra choisir ceux qu'on laissera mourir ».

Solution d'autant plus inéluctable qu'elle satisfait la rigoureuse logique des savants: maîtres de la vie et de la mort.

Un jour, probablement, les hommes d'un monde trop logique regretteront le monde fou des poètes, ses hasards, ses mystères et son « fatum »

commandé par les dieux capricieux, imprévisibles mais qui laissaient à tous un peu d'espoir.

Pommes et statistiques

D'après les données statistiques voici les sommes consacrées chaque année *pro capite* par divers Pays, à la recherche scientifique: Grande Bretagne \$ 33,5, Allemagne \$ 29,5, Suisse \$ 29, France \$ 28,4, Belgique \$ 19,3, Hollande \$ 16,6, Italie \$ à,9 (1).

Bien entendu, on ne saurait prendre les statistiques au pied de la lettre. Les chiffres ne sont que des données schématiques qui ne tiennent aucun compte des impondérables. On connaît la fameuse démonstration: dans l'un des Etats américains la consommation de pommes atteint les 49% de la consommation générale de fruits. Les couples divorcés y sont aussi plus nombreux qu'ailleurs: 45%. Faut-il en conclure que les mangeurs de pommes ont tendance à divorcer?

Toutefois on s'explique qu'une polémique soit née en Italie à propos des déclarations faites en Amérique par un savant d'origine italienne, Paolo Franzini, qui a déclaré qu'en Italie, pays de *vieille* tradition scientifique et qui a tant fait pour l'éclosion de la science moderne, les savants ne trouvent pas des conditions idéales de travail. Mais ce problème n'est-il pas celui de tous les Pays d'Europe, indépendamment des chiffres plus ou moins trompeurs?

(1) Ces chiffres n'ont qu'une valeur purement indicative et retrospective, la France, par exemple, destine à la Recherche scientifique, pour son budget 1967 des fonds bien supérieurs, correspondant à une augmentation de 52% par rapport à 1966.

« Yé Yé » et autres modernités

Chaque génération a sa « folle jeunesse » qui voudrait bien trouver au monde une autre saveur, d'autres joies moins insipides que celles dont prétendent la réjouir les mélancoliques adultes de la génération précédente. Il en est ainsi depuis que le monde est monde, et les jeunes les plus folles ne sont pas celles qui ont mûri le plus mal. Mais, arrivée à maturité, chaque génération qui serait prête à pardonner à celle qui lui succède de commettre les mêmes folies que les siennes, refuse d'admettre que l'on puisse en chercher d'autres, qu'elle qualifie aussitôt d'absurdes et d'outrancières.

Sans vouloir pour autant justifier des attitudes que l'indulgence pourrait pousser à des excès plus dangereux encore, avouons que nos modernes « yé yé » nous ont permis de faire une intéressante découverte: le cheveu sied mal à la virilité. Nos jeunes chevelus ressemblent tous à ces vieilles sorcières que leur âge et leur tempérament ont doté d'un nez impérieux et d'une bouche avide. Et la grâce apollonienne des éphèbes, il nous faut la demander à leurs jeunes soeurs en pantalons. Ce qui risque de créer des confusions de genre regrettables.

La dangereuse escalade

Trois jours avant l'ouverture de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le secrétaire Général publie son rapport annuel. Jusqu'à présent ce document avait toujours eu un caractère administratif et routinier, mais cette année M. U Thant en a fait un véritable réquisitoire au cours duquel il s'est exprimé avec une franchise inusitée de la part d'un diplomate.

M. U Thant a dit en effet:

«Le Vietnam constitue la manifestation la plus grave du regrettable état des Affaires internationales et compromet depuis deux ans les perspectives d'une coopération internationale fructueuse dans le nombreux domaines d'importance C'est là une situation sur laquelle les Nations-Unies, pour des raisons bien connues, n'ont pu avoir aucune prise.

La crise s'aggrave et la dangereuse escalade des forces armées s'est accompagnée d'une intransigeance plus marquée et d'une méfiance croissante entre les gouvernements et les peuples.

J'ai constaté avec une inquiétude croissante que les discussions touchant cette question ont dans l'ensemble été dominées par l'examen et l'analyse des éléments de politique de puissance en jeu, et que l'on se soucie beaucoup moins des indicibles souffrances humaines que le conflit a imposées au peuple du Vietnam comme aux peuples des autres pays mêlés à la lutte. C'est le sort de ces peuples qui m'émeut profondément. Le peuple vietnamien, en particulier, n'a pas connu la paix depuis un quart de siècle. Son sort actuel devrait être le premier des sujets de préoccupation de tous les intéressés, et non le dernier. Je demeure d'ailleurs convaincu que le problème fondamental, au Vietnam, n'est pas un problème d'idéologie, mais un problème d'identité et de survie nationales. A mon avis, la thèse si assidûment entretenue en dehors du Vietnam, selon laquelle le conflit serait une sorte de guerre sainte mettant aux prises deux puissantes idéologies politiques, ne peut être que dangereuse.

Il faut bien voir que le véritable problème est celui de la survie du peuple vietnamien et qu'il sera réglé non par la force mais seulement par la patience et la compréhension, dans un climat de tolérance réciproque. Si cette conception pouvait être ac-



M. Thant

ceptée par toutes les parties — et l'influence morale des gouvernements et des peuples qui sont à l'écart du conflit proprement dit peut aider à la faire accepter — je crois qu'il serait possible de parvenir à un règlement qui mettrait un terme aux souffrances au Vietnam, apaiserait la conscience du monde entier et écraserait un obstacle majeur à la coopération internationale.

\* \* \*

La situation politique internationale ne s'est pas améliorée. Les nuages accumulés sur le Vietnam se sont étendus et sont devenus plus menaçants. Le grave conflit ouvert entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire s'est apaisé, avec l'aide de l'organisation des Nations Unies, mais, ailleurs dans le

monde, les tensions se sont aggravées et la violence a fait irruption. Les armements nucléaires, comme les armements classiques se sont considérablement accrus. Il n'est guère survenu de changements qui puissent faire espérer un avenir meilleur aux êtres qui occupent ces deux tiers du monde où la misère, la maladie, l'ignorance et l'impossibilité d'améliorer son propre sort sont les réalités les plus manifestes de la vie quotidienne.

\* \* \*

L'aggravation des hostilités au Vietnam et la détérioration de la situation internationale se sont inévitablement traduites par une intensification de la course aux armements aussi bien classiques que nucléaires et ont eu, non moins inévitablement, un effet défavorable sur les négociations relatives au désarmement général et complet.

Les trois grandes puissances nucléaires, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume Uni et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui sont parties au traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, ont procédé à des essais souterrains. Il est difficile d'attribuer à ces essais souterrains un autre but que celui de produire des armes nucléaires plus perfectionnées ou, peut-être, de mettre au point des systèmes de fusées anti-missiles ».

bulletin européen

Rédacteur politique : HORIA ROMAN - Rédacteur responsable : A. PELLEVANT GIMI  
 Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROMA  
 Tél. 671.260

**A B O N N E M E N T S**

Italie . . . . . Lires 2.000 | Etranger . . . . . Dollars 3,—  
**ABONNEMENT D'HONNEUR 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10,—**

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951  
 STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

# bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

*ont collaboré...*

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMELLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINT-LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TRMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.